



POUVOIR JUDICIAIRE

C/7192/2023

ACJC/466/2024

ARRÊT

DE LA COUR DE JUSTICE

Chambre des baux et loyers

DU VENDREDI 12 AVRIL 2024

Entre

Monsieur A _____ **et Madame B** _____, domiciliés _____, appelants d'un jugement rendu par le Tribunal des baux et loyers le 22 mars 2024,

et

Madame C _____, domiciliée _____, intimée, représenté par Me Nadia Isabel CLERIGO, avocate, quai des Bergues 23, 1201 Genève.

Le présent arrêt est communiqué aux parties par plis recommandés du 12 avril 2024

Vu, **EN FAIT**, le jugement JTBL/329/2024 du 22 mars 2024, par lequel le Tribunal des baux et loyers, statuant par voie de procédure sommaire (cas clair), a condamné A_____ et B_____, conjointement et solidairement, à payer à C_____ la somme de 59'320 fr. 77 plus intérêts à 5% dès le 1^{er} avril 2022, en lien avec l'appartement de 4 pièces situé au 3^{ème} étage de l'immeuble sis no. _____, route 1_____ à D_____ [GE] (ch. 1 du dispositif), débouté les parties de toutes autres conclusions (ch. 2) et dit que la procédure est gratuite (ch. 3);

Vu « l'appel/recours » formé le 5 avril 2024 par A_____ et B_____ contre ce jugement, concluant à son annulation et subsidiairement au renvoi de la cause en première instance;

Que A_____ et B_____ ont sollicité l'octroi de l'effet suspensif, sans toutefois motiver leur requête;

Que dans ses observations du 11 avril 2024, l'intimée a rappelé que l'appel suspendait la force de chose jugée et le caractère exécutoire de la décision de première instance, de sorte que la requête des appelants sur ce point était sans objet;

Considérant, **EN DROIT**, que la présente cause, de nature pécuniaire, porte sur une valeur litigieuse supérieure à 10'000 fr., de sorte que la voie de l'appel est ouverte (art. 308 al. 2 CPC);

Que l'appel suspend la force de chose jugée et le caractère exécutoire de la décision dans la mesure des conclusions prises en appel (art. 315 al. 1 CPC);

Qu'ainsi, la requête de restitution de l'effet suspensif est sans objet.

* * * * *

PAR CES MOTIFS,

La Présidente *ad interim* de la Chambre des baux et loyers :

Constate la suspension de la force jugée et du caractère exécutoire du jugement JTBL/329/2024 rendu le 22 mars 2024 par le Tribunal des baux et loyers dans la cause C/7192/2023-6.

Dit que la requête d'effet suspensif est sans objet.

Déboute les parties de toutes autres conclusions.

Siégeant :

Madame Paola CAMPOMAGNANI, présidente ad intérim; Madame Maïté VALENTE, greffière.

Indications des voies de recours :

La présente décision, incidente et de nature provisionnelle (137 III 475 consid. 1) est susceptible d'un recours en matière civile, les griefs pouvant être invoqués étant toutefois limités (art. 98 LTF), respectivement d'un recours constitutionnel subsidiaire (art. 113 à 119 et 90 ss LTF). Dans les deux cas, le recours motivé doit être formé dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète de l'arrêt attaqué.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.